



DÉPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE  
VILLE DE SAINT-NAZAIRE

**RECU EN PREFECTURE**

Le 28 décembre 2023  
VIA DOTELEC - SZLOW  
044-214401846-20231222-D20230033010-DE  
DATE D'AFFICHAGE : 29 décembre 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 22 DECEMBRE 2023**

*Numéro Délibération : 2023.00330*

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux décembre, à 10 heures 00, le Conseil Municipal de Saint-Nazaire s'est réuni sous la présidence de M. David SAMZUN, Maire.

**Étaient présents :**

M. David SAMZUN, Mme Céline GIRARD-RAFFIN, M. Xavier PERRIN, Mme Céline PAILLARD, M. Jean-Luc SÉCHET, Mme Lydie MAHÉ, M. Christophe COTTA, Mme Dominique TRIGODET, M. Michel RAY, Mme Béatrice PRIOU, M. Jean-Marc ALLAIN, Mme Emmanuelle BIZEUL, Mme Stéphanie LIPREAU, M. Alain MANARA, M. Saïd MERNIZ, Mme Noëlle RUBEAUD, M. Frédéric LECOMTE, M. Eddy LE CLERC, Mme Anne DECOBERT, Mme Martine DARDILLAC, Mme Pascale HASSANE, M. Jean-Christophe LACELLE, Mme Betty GALIOT, Mme Virginie BOUTET-CAILLÉ, Guillaume BURBAN, Mme Anne-Laure GAYAUD-FRENOY, Mme Anne-Sophie PERRAIS, M. Mathieu FAILLER, M. Dennis OCTOR, M. François BILLET, M. Philippe CAILLAUD, M. Gwenolé PERONNO, Mme Sarah TRICHET-ALLAIRE, M. Cédric TURCAS, Mme Hanane REBIHA, Mme Magali FENECH, M. Franck HORN, M. Yvon RENÉVOT, Mme JULIE POUSSIER

**Absents excusés mais ayant donné procuration à un membre du Conseil Municipal :**

M. Alain GEFFROY donne pouvoir à Mme Dominique TRIGODET, Mme Maribel LÉTANG-MARTIN donne pouvoir à Mme Stéphanie LIPREAU, M. Jean-Luc GUYODO donne pouvoir à Mme Anne-Laure GAYAUD-FRENOY, Mme Fabienne DEFOY donne pouvoir à Mme Noëlle RUBEAUD, M. Eric PROVOST donne pouvoir à Mme Pascale HASSANE, Mme Lydia MANTZOUTSOS donne pouvoir à M. Christophe COTTA, M. Sylvain PEYRON donne pouvoir à M. Xavier PERRIN, Mme Gaëlle BÉNIZÉ-THUAL donne pouvoir à Mme Magali FENECH, M. Olivier BLECON donne pouvoir à M. Gwenolé PERONNO

**Étaient absents (excusés) :**

M. Zine-Eddine BIBAH

**Étaient absents :**

**Secrétaire de séance :** Guillaume BURBAN, a été désigné(e) en qualité de Secrétaire de Séance et a déclaré accepter cette fonction.

Nombre de Conseillers en exercice : 49

Quorum : 25

|                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Budget primitif de la Ville pour l'exercice 2024 - Budget principal et budget annexe production et vente d'énergie</b> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Xavier PERRIN, Adjoint au Maire, lit l'exposé suivant :

Mes cher·es Collègues,

### **Budget primitif 2024**

Conformément aux orientations formulées dans le rapport d'orientation budgétaire, il vous est proposé d'adopter le budget primitif 2024, dont les grandes lignes sont exposées ci-après. Ce budget est conforme aux orientations budgétaires présentées lors de la séance du Conseil municipal du 20 novembre dernier.

Les principales missions, services et projets de la Ville de Saint-Nazaire sont retracées dans le budget principal, présenté sous la nomenclature comptable M57. Seront présentés successivement les recettes et dépenses de fonctionnement puis d'investissement ainsi que l'état de la dette.

Les propositions budgétaires du budget annexe de la production et vente d'énergie seront ensuite évoquées.

### **I - Budget Principal**

Le Budget Primitif 2024 s'équilibre à 204 936 740,51 € dont 127 063 930 € en section de fonctionnement et 77 872 810,51 € en section d'investissement (opérations réelles + opérations d'ordre).

|                           | DEPENSES         | RECETTES         |
|---------------------------|------------------|------------------|
| Crédits de Fonctionnement | 127 063 930,00 € | 127 063 930,00 € |
| Crédits d'investissement  | 77 872 810,51 €  | 77 872 810,51 €  |
| TOTAL                     | 204 936 740,51 € | 204 936 740,51 € |

#### **1. Section de fonctionnement**

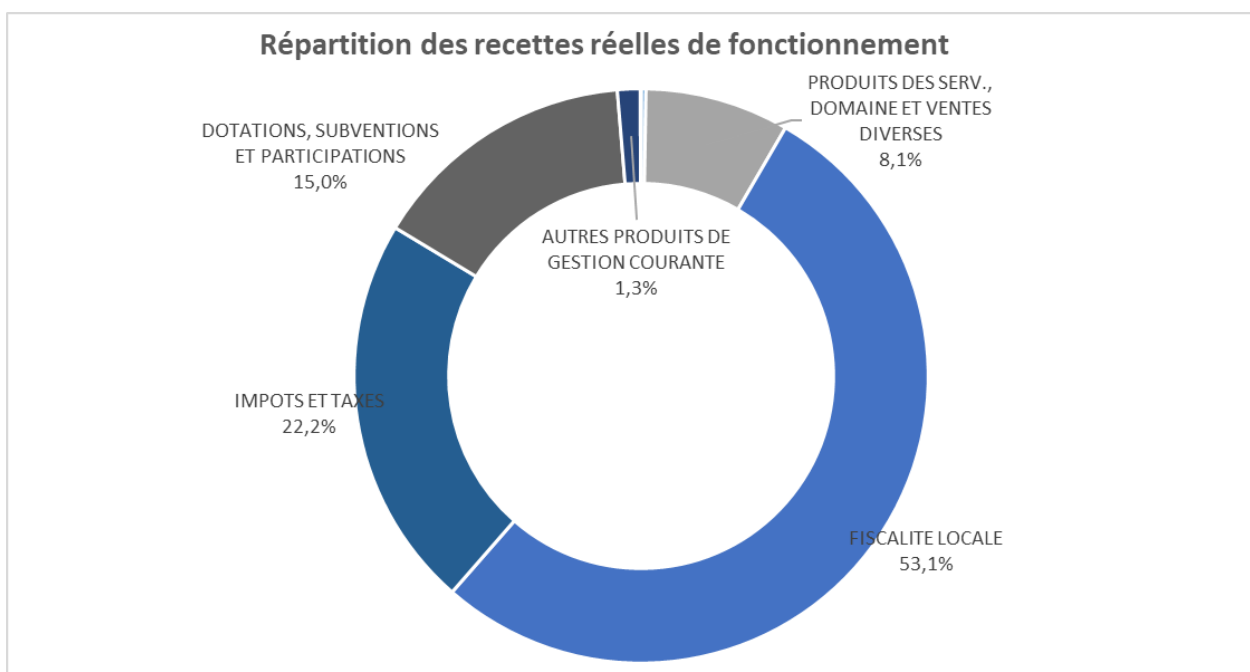
##### ***a. Les recettes de fonctionnement***

| Chap.                                               | Libellé                                        | Propositions<br>BP 2023 | Propositions<br>BP 2024 | Evolution BP<br>2024 /BP 2023 |
|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------------|
| 013                                                 | ATTENUATIONS DE CHARGES                        | 350 000,00              | 346 000,00              | -1,1%                         |
| 70                                                  | PRODUITS DES SERV., DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 8 879 960,00            | 10 289 560,00           | 15,9%                         |
| 731                                                 | FISCALITE LOCALE                               | 62 069 000,00           | 67 271 000,00           | 8,4%                          |
| 73                                                  | IMPOTS ET TAXES                                | 28 075 000,00           | 28 138 000,00           | 0,2%                          |
| 74                                                  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS       | 18 446 562,00           | 19 071 570,00           | 3,4%                          |
| 75                                                  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE            | 1 515 500,00            | 1 632 800,00            | 7,7%                          |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |                                                | <b>119 336 022,00</b>   | <b>126 748 930,00</b>   | <b>6,2%</b>                   |
| 76                                                  | PRODUITS FINANCIERS                            | -                       | 50 000,00               |                               |
| 77                                                  | PRODUITS EXCEPTIONNELS/SPECIFIQUES             | -                       | -                       |                               |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |                                                | <b>119 336 022,00</b>   | <b>126 798 930,00</b>   | <b>6,3%</b>                   |
| 042                                                 | OPERATION D'ORDRE ENTRE SECTIONS               | 265 000,00              | 265 000,00              | 0,0%                          |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |                                                | <b>265 000,00</b>       | <b>265 000,00</b>       | <b>0,0%</b>                   |
| <b>TOTAL</b>                                        |                                                | <b>119 601 022,00</b>   | <b>127 063 930,00</b>   | <b>6,2%</b>                   |

*Les recettes réelles de fonctionnement augmenteront globalement de 6,2% à 127,1 M€ contre 119,6 M€ au BP 2023.*

*Cette évolution est principalement liée au dynamisme des bases d'imposition, lié à l'inflation, sans hausse des taux.*

Les recettes réelles de fonctionnement se répartissent de la façon suivante :



- Le chapitre « atténuations de charges » (346K€) comprend les recettes liées au remboursement de charges de personnel (indemnités journalières, remboursement sur salaires...) et avoirs sur factures.
- Les produits des services (restauration scolaire, périscolaire, centres de loisirs, conservatoire...) s'élèveront à 10,3 M€, soit 8,1% des recettes réelles de

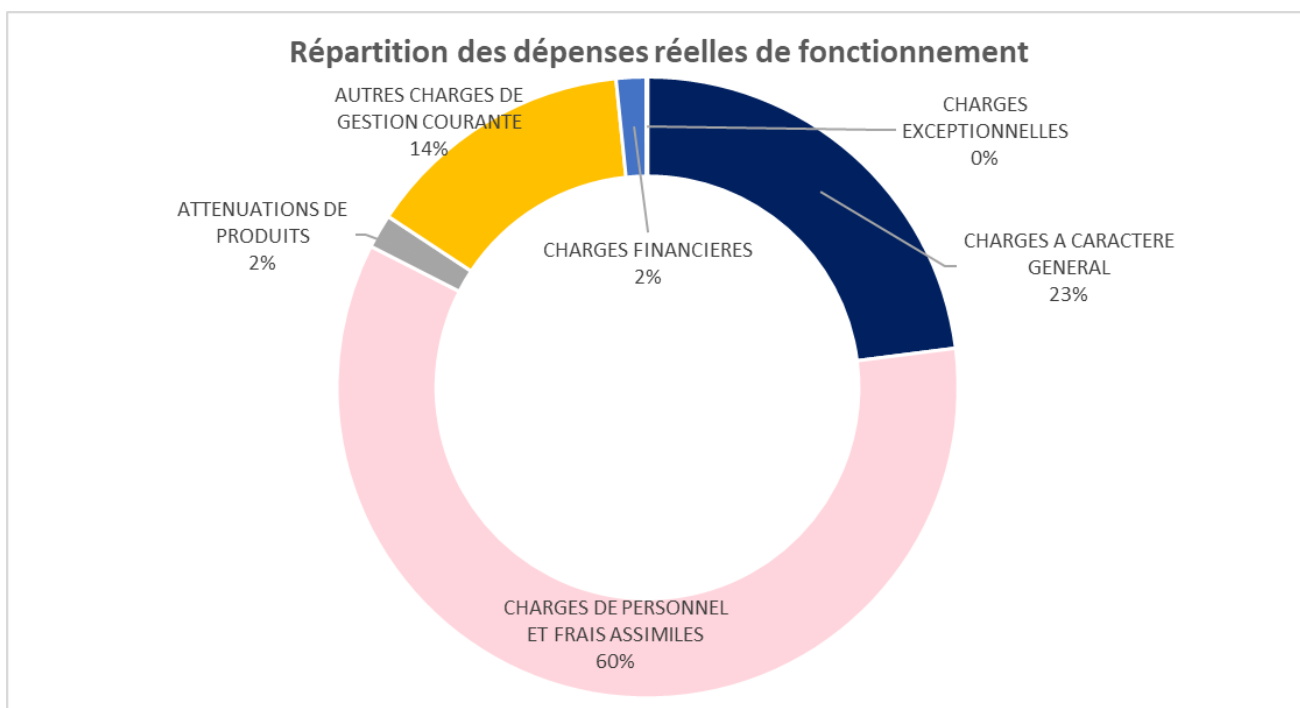
fonctionnement. Leur évolution est liée à la fréquentation croissante des services municipaux (restauration scolaire, centres de loisirs, périscolaire), l'ouverture d'une nouvelle structure d'accueil de petite enfance (Brossolette) ainsi qu'à l'approfondissement des mutualisations de services entre la Ville de Saint-Nazaire et Saint-Nazaire Agglomération - la CARENE (espaces publics).

- Les crédits inscrits au chapitre budgétaire « Impôts et taxes » s'élèvent à 28,1 M€. Ce poste a été scindé en deux avec le passage à la M57 et concerne désormais uniquement les produits fiscaux hors taxes locales. Il représente 22,2% des recettes réelles de fonctionnement :
  - L'attribution de compensation sera ajustée en tenant compte des nouvelles mutualisations de services, soit 20,6 M€ ;
  - La dotation de solidarité communautaire, versée par la CARENE est évaluée à 7,5 M€ ;
- Le chapitre 731 « fiscalité locale » s'élève à 67,3 M€, soit 53,1% des recettes :
  - La taxe d'habitation sur les résidences secondaires est estimée à 2,7 M€;
  - La taxe foncière s'élève à 56,5 M€, à taux inchangé, la croissance des bases fiscales ayant été estimée à 4,9% à ce stade, dont 4% lié à l'inflation.
  - Le produit des droits de mutation est estimé à 4 M€, pour tenir compte du net ralentissement du marché immobilier, après la forte croissance constatée ces dernières années ;
  - Les autres taxes (taxe de séjour, taxe sur la consommation finale d'électricité, taxe sur la publicité extérieure) sont estimées à 2,6 M€ et les droits de place à 0,3 M€ ;
  - 1,2M€ ont également été inscrits au titre de la taxe éolienne, correspondant à la part perçue par la commune de Saint-Nazaire au titre du champ éolien en mer mis en service fin 2022.
- Le chapitre 74 « Dotations » est estimé à 19,1 M€ en 2024, soit 15% des recettes :
  - Les montants inscrits au titre de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) n'intègrent pas les récentes annonces gouvernementales concernant une hausse supplémentaire de l'enveloppe de DGF. A ce stade, la dotation forfaitaire est prévue à hauteur de 6,8M€, la dotation de solidarité urbaine à hauteur de 2,4 M€ et la dotation nationale de péréquation à hauteur de 0,2M€.
  - Les compensations fiscales sont estimées à 3,8M€. Elles concernent les exonérations dont bénéficient les établissements industriels depuis 2021 et évoluent au même rythme que les bases fiscales.
  - Les autres dotations seront en légère hausse. Elles comprennent principalement les sommes allouées par la caisse d'allocation familiale dans le cadre du contrat territorial global, et intègrent l'ouverture de la nouvelle structure petite enfance (Brossolette), ainsi que la revalorisation du taux horaire. La participation des communes aux repas préparés par l'unité de production alimentaire a en outre été revalorisée du fait de la prise en compte de la hausse des coûts et en raison de l'augmentation du nombre de repas.
- Le poste « Autres produits de gestion courantes » (revenus des immeubles...) représente 1,3 % des recettes réelles du BP 2024, soit 1,6 M€. Il tient compte de

l'évolution du patrimoine communal et de l'évolution des indices de révision des loyers.

### ***b. Les dépenses de fonctionnement***

| Chap.                                               | Libellé                                 | Propositions<br>BP 2023 | Propositions<br>BP 2024 | Evolution BP<br>2024 /BP 2023 |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------------|
| 011                                                 | CHARGES A CARACTERE GENERAL             | 24 060 738,00           | 25 946 051,00           | 7,8%                          |
| 012                                                 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 62 604 000,00           | 67 220 000,00           | 7,4%                          |
| 014                                                 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                | 2 000 000,00            | 2 000 000,00            | 0,0%                          |
| 65                                                  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE      | 15 683 995,00           | 15 917 404,00           | 1,5%                          |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       |                                         | <b>104 348 733,00</b>   | <b>111 083 455,00</b>   | <b>6,5%</b>                   |
| 66                                                  | CHARGES FINANCIERES                     | 755 000,00              | 1 750 000,00            | 131,8%                        |
| 67                                                  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                 | 80 000,00               | 80 000,00               | 0,0%                          |
| 022                                                 | DEPENSES IMPREVUES                      | -                       | -                       | #DIV/0!                       |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> |                                         | <b>105 183 733,00</b>   | <b>112 913 455,00</b>   | <b>7,3%</b>                   |
| 023                                                 | <b>VIREMENT A L'INVESTISSEMENT</b>      | <b>8 032 289,00</b>     | <b>7 765 475,00</b>     | <b>-3,3%</b>                  |
| 042                                                 | <b>OPERATION D'ORDRE ENTRE SECTIONS</b> | <b>6 385 000,00</b>     | <b>6 385 000,00</b>     | <b>0,0%</b>                   |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |                                         | <b>14 417 289,00</b>    | <b>14 150 475,00</b>    | <b>-1,9%</b>                  |
| <b>TOTAL</b>                                        |                                         | <b>119 601 022,00</b>   | <b>127 063 930,00</b>   | <b>6,2%</b>                   |



*Les principaux faits marquants de l'exercice sont les suivants :*

- *Impact toujours présent de l'inflation ;*
- *Mesures en faveur du pouvoir d'achat des agents (hausse du point d'indice, revalorisation des grilles de catégories B et C, prime pouvoir d'achat...) ;*
- *Adaptation des services à la hausse de la population.*

La prospective financière de la Ville de Saint-Nazaire a été fortement marquée par les événements de ces dernières années (crise COVID, conflits internationaux et inflation), nécessitant de poursuivre les efforts de maîtrise des dépenses.

Pour la préparation du budget 2024, il a été demandé aux services, comme chaque année, de limiter la hausse des dépenses, et ce malgré l'inflation, afin de pouvoir dégager les marges de manœuvre financières suffisantes pour la mise en œuvre du projet stratégique municipal.

De façon plus détaillée, on constate les évolutions suivantes :

- Les charges à caractère général (chapitre 011 : énergie, chauffage, fournitures, entretien, nettoyage des locaux, etc..) s'élèveront à 25,9 M€, soit une croissance de 7,8% par rapport au BP 2023. Les effets de l'inflation sont encore présents, même si on constate un ralentissement de la hausse des prix ces derniers mois. Le budget 2023 ayant dû être abondé en cours d'année pour faire face aux surcoûts constatés sur les dépenses d'énergie, d'alimentation ou encore de fournitures, l'écart entre BP 2024 et BP 2023 s'en trouve accru.

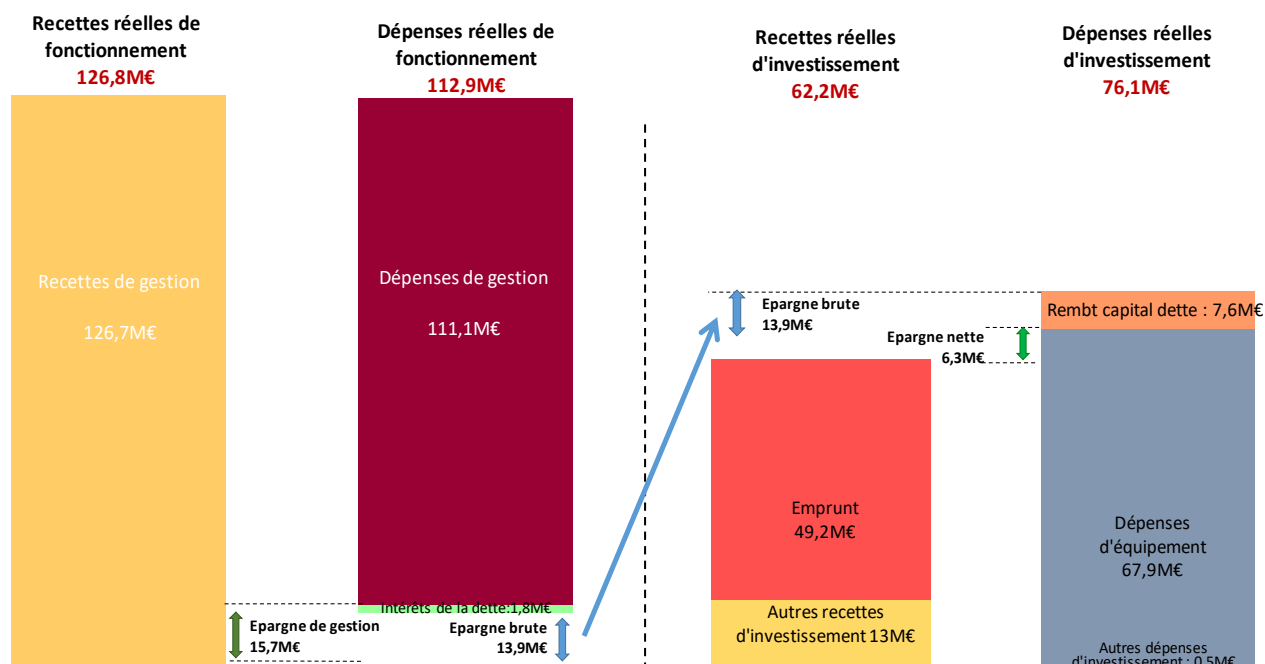
La recherche permanente de chantiers d'optimisation est toujours un objectif prioritaire. Les économies réalisées ont permis de mettre en œuvre ou poursuivre de nouvelles actions (développement du bio dans la restauration scolaire, animations Saint-Nazaire Côté Plage et Saint-Nazaire Côté Nature...).

- Les charges de personnel sont estimées à 67,2 M€ (+7,4%). Elles seront impactées principalement par :
  - La hausse du point d'indice de la fonction publique de 1,5% en année pleine, les mesures de revalorisation des grilles des agents de catégories B et C, l'ajout de 5 points d'indice supplémentaires pour tous en 2024 et la prime pouvoir d'achat (soit +2M€ au total) ;
  - Les recrutements rendus nécessaires par la croissance de la population, qui implique un ajustement du service public à la hausse, avec notamment la création d'une nouvelle structure de petite enfance (Brossolette) ou encore la réorganisation des directions de l'espace public, paysage et nature en ville, mobilité, mutualisées avec Saint-Nazaire Agglomération ;
  - La poursuite de la mutualisation des services entre la ville et la CARENE (impacts en dépenses et recettes).
- Au chapitre 014 « atténuation de produits », la contribution au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est estimée 2 M€.
- Les crédits inscrits au chapitre 65 « autres charges de gestion courante », soit 15,9 M€ (subventions associations, CCAS, etc..) sont en hausse de 1,5%, avec un maintien ou un accroissement du soutien de la Ville à l'ensemble des associations, qui représente plus de 9M€ prévus au BP 2024.
- Les charges financières sont estimées à 1 750K€, en tenant compte des nouveaux emprunts et de la forte hausse des taux d'intérêts.
- Les charges spécifiques sont estimées à 80 K€.

### c. Les niveaux d'épargne

Avec 13,9 M€ d'épargne brute, soit 11% des recettes réelles de fonctionnement, la Ville de Saint-Nazaire dégrade encore légèrement le niveau d'autofinancement de sa section d'investissement du fait de la hausse importante de ses charges.

L'épargne nette prévisionnelle (6,3 M€), part d'autofinancement directement consacrée à l'effort d'investissement, permet à la collectivité de poursuivre son programme d'investissement ambitieux, acté fin 2021.



L'emprunt inscrit à ce stade est théorique. Ce montant sera ajusté après le vote du compte administratif et l'affectation du résultat 2023.

## 2. Section d'investissement

### a. Dépenses d'investissement

Pour mémoire, le montant total des autorisations de programme du Projet Stratégique mis à jour est de 370,4 M€ sur la période 2021-2029 et de 343,1 M€ sur la période 2022-2029. Les crédits sont phasés de la façon suivante :

| AP                                         | Réalisé<br>2022   | CP 2023           | CP 2024           | CP 2025           | CP 2026           | CP 2027           | CP 2028           | CP 2029           | TOTAL AP<br>2022-2029 |
|--------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------------|
| 40 AMENAGEMENTS STRUCTURANTS               | 409 540           | 817 200           | 417 200           | 543 490           | 3 541 240         | 2 962 000         | 0                 | 0                 | 8 611 470             |
| 50 CENTRE VILLE                            | 472 360           | 1 687 544         | 5 574 345         | 8 537 382         | 609 990           | 5 000 000         | 3 240 531         | 0                 | 25 485 512            |
| 511 PRIR - PATRIMOINE BATI                 | 1 833 951         | 4 430 935         | 2 059 370         | 41 272            | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 8 799 933             |
| 512 PRIR - ESPACE PUBLIC                   | 234 515           | 458 556           | 850 316           | 1 249 892         | 151 759           | 0                 | 0                 | 0                 | 2 687 389             |
| 52 ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT              | 1 410 321         | 1 850 930         | 3 266 174         | 1 699 464         | 306 887           | 304 787           | 110 406           | 62 010            | 9 916 021             |
| 53 FONCIER                                 | 456 825           | 200 000           | 384 382           | 85 940            | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 1 117 814             |
| 61 MISE CONFORMITE SECURITE GROS ENTRETIEN | 3 267 538         | 6 101 263         | 5 205 245         | 4 627 087         | 3 778 991         | 3 687 164         | 3 788 005         | 2 319 906         | 33 832 999            |
| 63 TRANSITION ECOLOGIQUE                   | 171 780           | 756 217           | 835 026           | 937 564           | 562 810           | 275 261           | 233 553           | 221 681           | 3 549 947             |
| 64 MATERIELS SERVICES                      | 1 454 645         | 3 133 032         | 2 503 311         | 1 731 173         | 1 635 443         | 1 562 822         | 1 486 936         | 1 460 951         | 15 321 082            |
| 651 PATRIMOINE SCOLAIRE                    | 2 210 754         | 2 115 632         | 8 684 771         | 13 869 079        | 13 259 241        | 6 214 755         | 780 251           | 267 818           | 48 898 384            |
| 652 PATRIMOINE CULTUREL                    | 4 263 172         | 6 017 035         | 7 579 377         | 4 314 276         | 2 994 709         | 883 356           | 204 349           | 112 539           | 28 729 541            |
| 653 PATRIMOINE SPORTIF                     | 934 922           | 2 351 778         | 2 390 269         | 4 687 439         | 11 190 306        | 4 832 266         | 2 971 317         | 258 767           | 30 232 032            |
| 654 PATRIMOINE LOGISTIQUE                  | 1 147 611         | 644 000           | 4 624 000         | 3 594 000         | 2 222 577         | 94 000            | 94 000            | 90 176            | 13 107 102            |
| 655 AUTRES PATRIMOINES                     | 2 595 291         | 397 205           | 929 000           | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 4 706 536             |
| 656 PATRIMOINE SOLIDARITES ET CITOYENNETE  | 579 499           | 893 072           | 6 877 729         | 5 875 603         | 6 683 410         | 5 331 942         | 621 856           | 89 280            | 29 014 733            |
| 70 ESPACE PUBLIC                           | 4 935 532         | 8 855 526         | 13 785 303        | 11 588 366        | 8 616 329         | 3 947 100         | 3 967 029         | 3 828 636         | 60 250 367            |
| 71 SYSTEME D INFORMATION ET NUMERIQUE      | 1 751 264         | 2 077 931         | 1 941 993         | 1 986 381         | 1 875 500         | 1 875 500         | 1 845 500         | 1 999 977         | 15 185 008            |
| 88 INSTALLATIONS ENERGIES PHOTOVOLTAIQUES  | 119 675           | 734 258           | 520 000           | 498 000           | 600 000           | 500 000           | 585 882           | 0                 | 3 683 339             |
| <b>TOTAL Projet Stratégique</b>            | <b>28 249 195</b> | <b>43 522 113</b> | <b>68 427 810</b> | <b>65 866 408</b> | <b>58 029 190</b> | <b>37 470 953</b> | <b>19 929 614</b> | <b>10 711 741</b> | <b>343 129 207</b>    |

Les crédits de paiement inscrits au Budget Primitif 2024 s'élèvent à 67,9 M€ sur le budget principal et reflète la montée en puissance des investissements du plan stratégique, avec des livraisons et le lancement de chantiers majeurs :

- 37,1 M€ seront consacrés au patrimoine dont notamment :
  - L'achèvement des travaux du conservatoire,
  - Travaux dans les écoles : réhabilitation des groupes scolaires Jaurès et Simon, études Hugo, dédoublements de classes...
  - Travaux sur le patrimoine sportif (plaine des sports, pratique libre...),
  - Le démarrage des opérations de réhabilitation du pôle médico-social Clémence Royer, de la maison de quartier de la Bouletterie, de création d'un lieu d'accueil pour les femmes victimes de violence, d'un centre cynotechnique...
  - Travaux de mise en sécurité et conformité, rénovation énergétique.
- Concernant l'aménagement de l'Espace Public, 13,8 M€ de crédits seront consacrés à l'aménagement de la voirie, l'entretien des chaussées, des trottoirs, ou de l'éclairage public, ainsi qu'à des opérations telles que les boulevards Leferme, Zola et Liberté, le front de mer, le parc paysager, la jetée de Saint-Marc ;
- Des crédits à hauteur de 5,6 M€ seront inscrits dans le cadre de l'aménagement du centre-ville, dont les travaux conservatoires des halles ;
- L'accompagnement au logement et les acquisitions foncières représenteront 3,6 M€ de crédits de paiement répartis sur une vingtaine d'opérations dont Sautron, Boiséo, Jean de Neyman, Boncour...
- Plus de 2,9 M€ seront consacrés au programme de renouvellement urbain (PRIR), dont la livraison du pôle Brossolette ;



- Enfin, 1,9 M€ de crédits de paiement seront consacrés aux systèmes d'information (école numérique, socle technique, services aux usagers...) et 2,5M€ aux équipements des services.

Les autres dépenses d'investissement concernent essentiellement le remboursement du capital de la dette, pour un montant de 7,6 M€.

| Chapitre                                           | Libellé                                      | Propositions<br>BP 2024 |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>             |                                              | <b>67 907 810,51</b>    |
| <b>10</b>                                          | <b>DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>   | <b>100 000,00</b>       |
| 10226                                              | TAXE D'AMENAGEMENT                           | 100 000,00              |
| <b>16</b>                                          | <b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>         | <b>7 750 000,00</b>     |
| 1641                                               | EMPRUNTS EN EUROS                            | 7 600 000,00            |
| 165                                                | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS               | 50 000,00               |
| 166                                                | REFINANCEMENT DE DETTES                      | 100 000,00              |
| <b>26</b>                                          | <b>PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES</b> | <b>100 000,00</b>       |
| <b>27</b>                                          | <b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>    | <b>250 000,00</b>       |
| <b>TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES</b>              |                                              | <b>8 200 000,00</b>     |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b> |                                              | <b>76 107 810,51</b>    |

### ***b. Recettes d'investissement***

Les principales recettes d'investissement sont les suivantes :

- Les subventions d'équipement s'élèvent à 4,5 M€, conformément au rythme de réalisation des travaux dont notamment le conservatoire, le groupe scolaire Renan, le pôle Brossolette, la rénovation énergétique des bâtiments...;
- Le produit des amendes de police est estimé à 0,6 M€ ;
- La taxe d'aménagement représente 0,9 M€ ;
- Le FCTVA devrait s'élever à 4 M€, en lien avec les investissements réalisés en 2023 ;
- Les produits de cessions sont estimés à 2,2 M€.

L'emprunt d'équilibre inscrit à ce stade est de 49,2 M€. Ce montant est théorique et sera ajusté après le vote du compte administratif et l'affectation du résultat 2023.

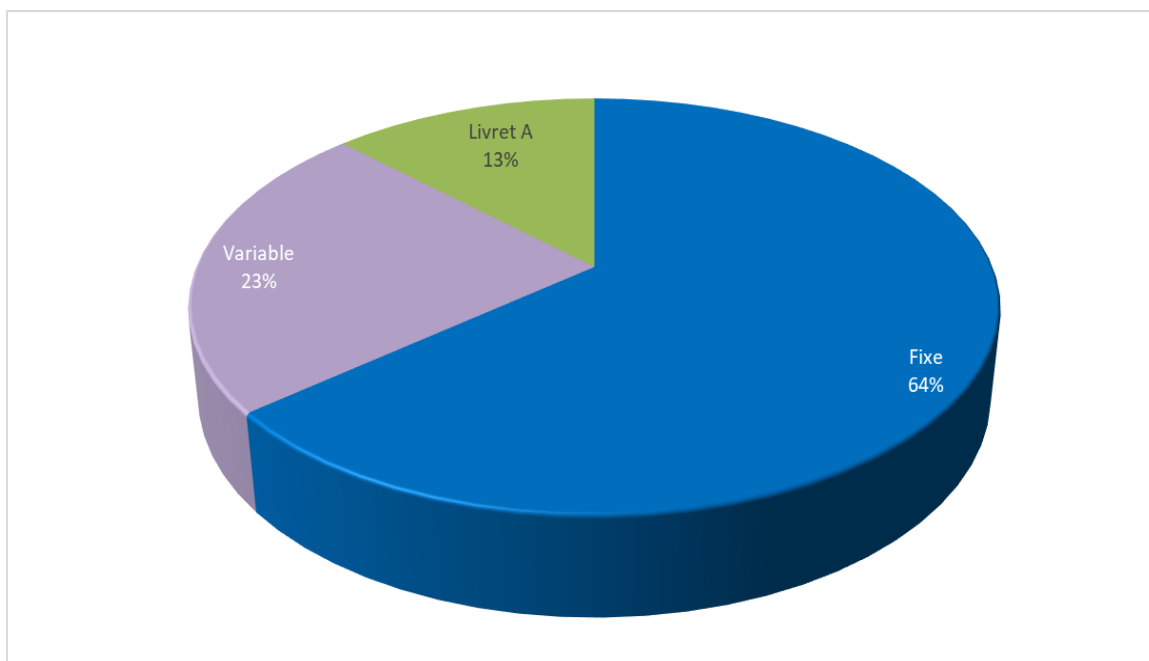
| Chapitre                                           | Libellé                                                    | Proposition<br>BP 2024 |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|------------------------|
| 13                                                 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)             | 5 084 039,00           |
| 16                                                 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)                   | 49 188 296,51          |
| 23                                                 | IMMOBILISATIONS EN COURS                                   | -                      |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT</b>             |                                                            | <b>54 272 335,51</b>   |
| 10                                                 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)            | 4 900 000,00           |
| 165                                                | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS                             | -                      |
| 26                                                 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | 100 000,00             |
| 27                                                 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         | 700 000,00             |
| 024                                                | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION                     | 2 250 000,00           |
| <b>TOTAL DES RECETTES FINANCIERES</b>              |                                                            | <b>7 950 000,00</b>    |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b> |                                                            | <b>62 222 335,51</b>   |

### ***c. L'endettement***

L'encours de dette au 1<sup>er</sup> janvier 2024 s'établira à 69,9 M€, soit 945 € par habitant (1 330 € pour la moyenne 2022 de la strate). La dette est composée de 23% de taux variable, 13% de livret A et 64 % de taux fixe. Le taux moyen constaté au 1<sup>er</sup> janvier pour l'ensemble de la dette est de 2,5%, et sa durée de vie moyenne est de 5 ans et 2 mois.

La capacité de désendettement est de 5 ans au stade du BP, montant inférieur à la moyenne de la strate (plus de 6 ans en 2022).

Enfin, selon la charte Gissler, qui précise le niveau d'exposition de la dette aux risques, 100 % de la dette de Saint-Nazaire est classée 1A, c'est-à-dire le risque le plus faible.



*En synthèse, le Budget Primitif 2024 de la Ville de Saint-Nazaire est conforme au panorama dressé lors du débat d'orientation budgétaire :*

- *Des dépenses encore impactées en 2024 par les effets de l'inflation, par la hausse des taux d'intérêts, les mesures salariales décidées par l'Etat et la nécessaire adaptation du service public à la croissance de la population ;*
- *Des recettes également en hausse du fait de la revalorisation des bases fiscales en lien avec l'inflation ;*
- *Une montée en puissance des dépenses d'équipement dans le cadre du projet stratégique municipal ;*
- *Une situation financière globalement saine, qui a permis de faire face aux crises successives sans remise en cause des équilibres financiers de la commune.*

Au vu de cet exposé, je vous demande mes cher·es Collègues :

- D'adopter le budget primitif 2024 de la Ville de Saint-Nazaire présenté :
  - Par chapitre-nature en section de fonctionnement,
  - Par Autorisations de Programme pour les dépenses d'équipement et par chapitre-nature pour les autres crédits d'investissement (opérations financières, dette et avances : chapitres 16, 26, 27).
- D'approuver le versement d'une avance remboursable au budget annexe production et vente d'énergie, pour un montant maximum de 250 000€.

## **II - BUDGET ANNEXE PRODUCTION ET VENTE D'ENERGIE**

Ce budget annexe s'inscrit dans la démarche de transition écologique de la Ville. Il a pour objectif d'équiper les toitures de certains équipements municipaux de panneaux photovoltaïques (groupes scolaires, Plateforme de Coulvé...).

En 2024, il s'équilibre à 617 K€ :

- Section de fonctionnement : 84 600 €
- Section d'investissement : 533 000 €

Je vous demande, mes cher·es Collègues, de bien vouloir approuver le budget primitif 2024 "production et vente d'énergie" voté par chapitre-nature en section de fonctionnement, et par autorisation de Programme en section d'investissement.

**David SAMZUN**  
**Maire.**

**Le Conseil Municipal, dûment convoqué et après en avoir délibéré, émet le vote suivant :**

**SÉANCE DU CONSEIL - ADOPTÉ A LA MAJORITÉ**

**Votants : 48**

**Pour : 38**

**Contre : 10**

**Abstentions : 0**